

Perspectives

Apériodique – n°21/155 – 29 avril 2021

Le point de vue

Afrique sub-saharienne : le défi du financement de la reprise en attendant l'après-crise

Le FMI a récemment publié ses nouveaux chiffres sur la croissance mondiale en 2021, rehaussant légèrement ses prévisions de reprise pour l'Afrique sub-saharienne. La réouverture des économies fin 2020 aura permis d'amoinrir le choc et donc d'espérer un dynamisme plus important en 2021. Pourtant, si plusieurs économies ont fait preuve de dynamisme à la réouverture (Nigéria, Afrique du Sud), il est difficile de vanter la reprise qui s'annonce et qui sera d'ailleurs plus molle en Afrique qu'ailleurs.

Gérer crise et reprise simultanément

Pour commencer, à court terme les États doivent se préoccuper d'affronter de probables deuxième ou troisième vagues avec des capacités fiscales de soutien aux économies déjà épuisées. L'année 2020 a ajouté 6 points de pourcentage aux dettes publiques de la région (% PIB) et un 17^e pays a rejoint la liste des souverains sub-sahariens en détresse sur leur dette ou avec un risque élevé de l'être. Les revenus des gouvernements se sont également contractés bien au-delà des contractions de leur PIB et peineront à se redresser en 2021. Le FMI souligne donc que les mesures de confinement de la première vague ne seront pas viables en 2021 dans ces pays, mais que les alternatives représenteront malgré tout des coûts supplémentaires pour les États. Ces dépenses s'ajoutent à celles liées à la vaccination, avec là aussi des contraintes fiscales qui pèsent sur l'efficacité de la réponse : la région vaccine encore peu et, selon le FMI, la campagne pourrait ne pas fournir de véritable couverture épidémique avant fin 2023. Cette lenteur signifie qu'à moyen terme, des États contraints financièrement devront orchestrer simultanément la reprise de leur économie et la lutte contre de nouvelles vagues épidémiques.

Le risque d'un « Covid long » pour les finances externes

L'écart qui commence à se creuser, entre une incertitude sanitaire qui pourrait durer jusqu'en 2023 en Afrique et les anticipations d'inflation dans les pays développés sur fond de reprise économique, constitue un frein au retour pérenne des investissements de portefeuilles et des IDE. En dehors des secteurs extractifs, il sera difficile de stabiliser ces flux pourtant cruciaux pour le financement de la reprise. Plus qu'ailleurs, celle-ci dépend de la capacité des États à attirer des capitaux privés pour financer les importants besoins d'infrastructures. Le FMI estime ainsi que la zone fera face à un besoin de financement extérieur additionnel de 425 milliards de dollars d'ici 2025 pour récupérer des conséquences économiques de la crise. Une telle divergence contraint donc également les politiques monétaires de la région, alors même que des problématiques d'inflation imposent déjà des arbitrages difficiles.

Une faible marge de manœuvre monétaire sur fond d'inflation

En effet, le financement des économies par l'assouplissement des conditions monétaires atteint des limites en raison des nombreux facteurs d'inflation qui frappent la zone. Certains de ces facteurs sont directement liés à la crise comme la faiblesse de nombreuses monnaies de la zone ou encore les problèmes logistiques entraînés par les fermetures de frontières. D'autres facteurs d'inflation sont liés à la reprise qui a surtout lieu ailleurs et qui supporte la hausse des prix des denrées alimentaires et des matières premières, y compris

énergétiques. Ces tendances haussières viennent se mêler à des déterminants locaux multiples. D'anciens problèmes de tarification de l'énergie dans la zone sont, par exemple, sources d'inflation énergétique. Cela passe principalement par la baisse de subventions sur l'essence et la hausse des prix de l'eau et de l'électricité. Ces mesures sont prises pour préserver les réserves en devises (Nigéria), les bilans des entreprises publiques durement touchées (Afrique du Sud) ou encore sur demande des prêteurs multilatéraux (Nigéria, Soudan). Les catastrophes climatiques (Soudan, Soudan du Sud, Nigéria, Bénin...) et les conflits armés (Tigré, Nigéria, Cameroun...) sont également de puissants vecteurs d'inflation, principalement sur la nourriture, allant parfois jusqu'à l'insécurité alimentaire. Dernier exemple, dans un contexte de baisse du commerce international, les structures oligopolistiques de certains marchés ont parfois provoqué de vives tensions inflationnistes freinant la reprise (ex : secteur du ciment au Nigéria).

Avec moins à leur disposition, les gouvernements africains devront faire plus et surtout gérer en même temps crise et reprise. Les contraintes fiscales fournissent la première explication de cette divergence avec le reste du monde. Or, plus la divergence de temporalité dans la reprise grandit, plus la zone fera face à des difficultés pour satisfaire ce besoin de financement additionnel, peu importe la réalité de la situation sanitaire et vaccinale.

La reprise des pays développés et de la Chine est certes positive au travers de la demande pour les matières premières africaines, mais elle pourrait entraîner d'importantes frictions pour certaines économies. Le FMI met donc en garde contre les risques qu'une reprise inégale à l'échelle mondiale ferait peser sur la pérennisation du retour des capitaux privés dans la zone. L'institution pointe un risque de cercle vicieux entre accroissement de la contrainte fiscale, étouffant la croissance, et difficulté de financement pour les souverains. ■

Article publié le 23 avril 2021 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Nathan QUENTRIC

nathan.quentric@credit-agricole-sa.fr

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
29/04/2021	<u>L'inflation dans les pays émergents</u>	Emergents
29/04/2021	<u>Inflation en Asie – Inflation, désinflation, déflation ?</u>	Asie
28/04/2021	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole</u>	Agri-agro
28/04/2021	<u>Royaume-Uni – Scénario 2021-2022 : des perspectives revues à la hausse grâce à la vaccination</u>	Royaume-Uni
28/04/2021	<u>Zone euro – La BCE en mode prudent</u>	UE
27/04/2021	<u>Inflation en France</u>	France
27/04/2021	<u>Chili – Rapide survol pré-électoral</u>	Amérique latine
23/04/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
22/04/2021	<u>Zone euro – Scénario 2021-2022 : Sortie uniforme de la crise sanitaire, sortie différenciée de la crise économique</u>	Zone euro
22/04/2021	<u>Inflation aux États-Unis</u>	Etats-Unis
22/04/2021	<u>Pérou – Gauche radicale contre droite populiste</u>	Amérique latine
21/04/2021	<u>Chine – La croissance se rééquilibre : passe-passe statistique ou réalité économique ?</u>	Asie
20/04/2021	<u>Europe – Entreprises européennes : invasion de zombies ou résurrection de Lazare ?</u>	UE
20/04/2021	<u>Espagne – Scénario 2021-2022 : un début d'année encore perturbé</u>	Espagne
20/04/2021	<u>États-Unis – Une semaine riche en très bonnes nouvelles conjoncturelles</u>	Etats-Unis
20/04/2021	<u>Inflation et prix à la consommation</u>	Monde
19/04/2021	<u>Europe – Relance européenne : la Commission européenne prête à délivrer</u>	UE
19/04/2021	<u>Allemagne – Scénario 2021-2022 : une croissance sur les starting-blocks mais toujours bridée par la crise sanitaire</u>	UE
19/04/2021	<u>Europe – Relance européenne : la Commission européenne prête à délivrer</u>	UE

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication et rédacteur en chef : Isabelle Job-Bazille**Documentation** : Dominique Petit - **Statistiques** : Robin MourierContact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>**iPad** : application **Etudes ECO** disponible sur l'App store**Android** : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.